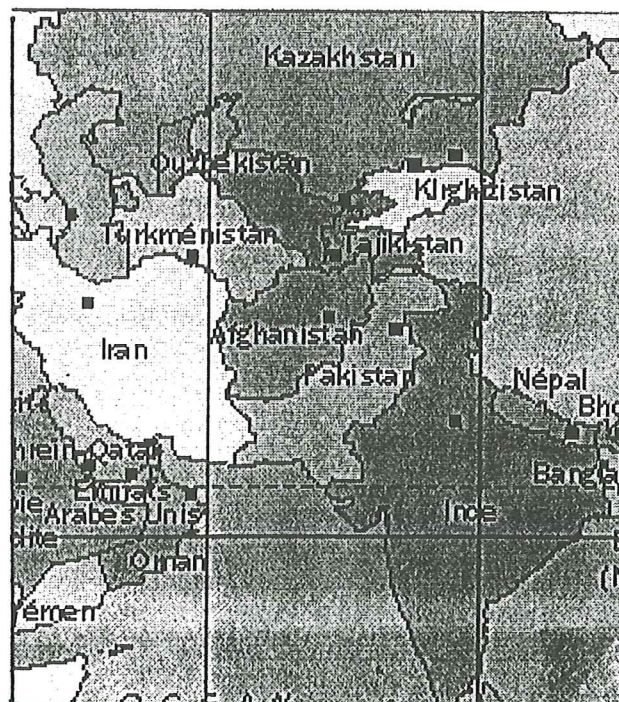


Le Kirghizstan

Pierre BAILLY*
Alda DELFORNO**



Nom officiel :	République du Kirghizstan
Superficie :	629 000 Km ²
Population (1998) :	4,7 millions d'habitants
Indice de développement humain (1997):	0,702
PNB/habitant (1998) :	350 dollars E.U.
Principale religion :	Islam
Langue officielle :	kirghize
Monnaie :	som
Economie (données de 1998):	
PNB :	1,7 milliard de dollars E.U.
Structure du PIB :	
Agriculture :	43,6 %
Industrie :	21,6 %
Services :	34,9 %
Investissement intérieur / PIB :	10 %
Exportations / PIB :	37 %
Epargne intérieure / PIB :	- 10,9 %
Dette / PIB :	96,9 %
Service de la dette / exportations :	18,8 %
Déficit budgétaire / PIB :	3,1 %
Déficit balance courante / PIB :	22,6 %
Démographie :	
Taux de croissance annuel :	15 ‰
Population urbaine :	40 %
Santé et éducation :	
Espérance de vie :	67,6 ans
Mortalité infantile :	28 ‰
Accès à l'eau potable :	75 % des ménages
Taux brut de scolarisation :	69 %
Taux d'alphabétisation des adultes :	97 %
sources : PNUD, FMI et Banque mondiale.	

* TEF, Université Pierre Mendès France, Grenoble

** GRREC, Université Pierre Mendès France, Grenoble

Indépendant depuis 1991, le Kirghizstan, membre de la CEI, garde des relations étroites avec certains Etats de l'ancienne URSS, ceux de l'Asie centrale et la Fédération de Russie. Avec l'effondrement de l'URSS et l'indépendance, plus imposée que voulue, l'appareil productif de la République s'est effondré avec la disparition des productions d'équipements militaires et les transformations des relations autrefois intégrées au sein de l'espace soviétique en relations extérieures nécessitant des devises. La « thérapie de choc » adoptée, en accord avec les organismes internationaux, passant par un programme de privatisations et une insertion dans l'espace économique et monétaire international n'a pas eu les effets escomptés : la situation économique et sociale s'est dégradée et les perspectives de redressement semblent incertaines.

Stratégiquement, le Kirghizstan est, de longue date, un pays important pour le « grand jeu » politique international. Le Kirghizstan était, avant tout, un glacis militaire, et un pays interdit aux étrangers ; certaines zones étaient interdites aux kirghizes eux-mêmes. Selon certaines sources, cette activité militaire aurait représenté 30 % du PIB.

Le pays a une longue frontière avec le Sin-Kiang chinois. Cette zone incontrôlable de longue date agitée de troubles fondés sur des revendications nationalistes, politiques et religieuses des populations ouïgours fut longtemps disputée entre la Russie puis l'URSS et la Chine. Cette zone frontalière est le lieu de l'acheminement de la drogue du Sin-Kiang vers l'ouest. Elle serait elle-même un lieu de production d'opium. Une autre route de l'opium sud-nord traverse le Kirghizstan, remontant de l'Afghanistan à travers le Tadjikistan, pour rejoindre le Kazakhstan.

L'imbrication des frontières, héritage de l'époque soviétique, est un facteur de tensions entre les trois Etats (Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan) qui se partagent la très fertile et célèbre vallée du Fergana. Et c'est aussi un enjeu pour les fondamentalistes musulmans qui essayent de s'emparer du pouvoir dans la région, ravivant les craintes de déstabilisation de l'entière Asie Centrale. La réaction du pouvoir central

kirghize aux troubles consiste à accuser les kirghizes du sud de prêter main forte aux islamistes et à réprimer – selon la rumeur – avec une grande violence les moindres mouvements dans la zone sud.

La question se complique encore du fait du peuplement du Kirghizstan. La diversité de la population est une des originalités : force et faiblesse. On y dénombre pas moins de 80 « nationalités » différentes, avec une majorité de Kirghizes et deux fortes minorités de Russes et d'Ouzbeks. Cette situation a pu déboucher sur des affrontements ethniques après l'indépendance et reste un facteur de tension. Les nouvelles autorités en choisissant de retenir le vocable kirghize pour les habitants du Kirghizstan maintiennent la distinction soviétique entre citoyenneté et nationalité, contexte porteur de discriminations potentielles.

1 – Le changement des structures économiques

La monnaie nationale, le som, introduite en 1993 est librement convertible depuis 1995. Elle se dévalue sans cesse contre le dollar, ce qui n'a pas pu préserver le Kirghizstan d'une importation massive de produits étrangers de consommation finale payables en dollars. Dans les villes, le dollar tend à se substituer au som en particulier dans les échanges de produits manufacturés, surtout pour ceux qui sont importés, mais aussi pour les produits locaux.

dollar contre som, moyenne annuelle

	1996	1997	1998	1999
Taux de change	12,8	17,3	21,0	39,1

source : FMI

2 – Les réformes économiques ont été de grande envergure.

L'industrie a été démantelée par l'indépendance. La disparition de l'URSS rompt les relations entre les industries situées dans des territoires nouvellement indépendants, et 80 %

retrouvés au chômage. Le taux de chômage est immédiatement devenu considérable. On retrouve là un type de désorganisation industrielle décrite une première fois par Fritz Sternberg, dans *Le conflit du siècle*, pour expliquer la crise de l'entre-deux guerres en Europe Centrale, à partir de la désorganisation économique résultant du démembrement de l'empire austro-hongrois après 1918.

Le gouvernement du président Akayev a développé une politique de réformes libérales s'arrêtant à des mesures juridiques de privatisation. Cependant, l'absence de résultats, conduit régulièrement à proclamer un nouveau « modèle » économique de développement : d'abord la Suisse, puis la Chine puis la Russie et aujourd'hui la planification à la française. Les premières mesures ont consisté en une privatisation accélérée des entreprises et de l'agriculture, accompagnées par des mesures de libéralisation macro-économique

- privatisation de la plupart des petites entreprises de 1991 à 1993 (3 400 environ) ;
- privatisation de 836 des 1 300 moyennes et grandes entreprises, de 1994 à 1997, une partie de ces privatisations des moyennes-grandes entreprises a été réalisée grâce à un crédit de la Banque Mondiale qui a subventionné des entreprises largement déficitaires ;
- privatisation du système bancaire ;
- privatisation partielle de l'agriculture dès 1991-92 par transformation de 165 des 500 kolkhozes et sovkhoses en fermes individuelles ou en coopératives. La terre a été privatisée en deux étapes : tout d'abord par instauration d'un droit d'usage qui peut être vendu, échangé, hypothéqué ou loué en 1995 ; puis en octobre 1998, une nouvelle loi de privatisation complète des terres ;
- pour tenter de promouvoir la constitution de PME, une zone franche de production a été installée à Bichkek.
- d'autres mesures d'inspiration libérale ont été prises : les logements ont été attribués en propriété à leurs occupants (cette dernière mesure n'a pour le moment aucun impact

économique ; elle risque d'en avoir de considérables dès que la transmission ou la cession du patrimoine sera en cause).

L'importance politique du Kirghizstan en a fait un objet d'attention pour le FMI. Le FMI a « autorisé », en 1996, l'ouverture d'une mine d'or, à 4000 m d'altitude, exploitée par une « joint venture » à capitaux canadiens et à autorisations kirghizes (mine de Kumtor). Comment expliquer autrement que des prêts soient accordés pour faire face à une balance extérieure chroniquement déficitaire sans développement économique significatif ? Le Kirghizstan devait être la vitrine de la réussite des réformes libérales en Asie centrale et un modèle de démocratie.

Des perspectives de coopération régionale avaient été envisagées, après les indépendances, puisque les pays d'Asie Centrale signaient entre eux, en 1996, un traité qui pouvait aller au-delà des seuls échanges commerciaux. Si sur un plan abstrait, on pouvait envisager qu'avec les ressources d'élevage (élevage traditionnel, troupeau de 9 millions d'ovins en 1991) et le potentiel de développement d'énergie hydroélectrique considérable du Kirghizstan, la production de coton des pays de l'Asie Centrale, les ressources énergétiques et les productions agricoles du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, les activités industrielles existantes, la zone pouvait disposer de moyens de se développer. Dans ce schéma, le Kirghizstan dispose d'un atout non négligeable : les réserves d'eau, qui approvisionnent l'ensemble de la région, Tadjikistan mis à part. Ce qui le met en situation de contrôler l'eau et le réseau hydraulique hérité de l'URSS qui irrigue les champs de coton ouzbeks. C'était oublier que d'une part l'organisation des activités était centralisée au niveau de l'URSS sans coopération régionale possible et d'autre part la logique des indépendances conduit à des politiques économiques d'autonomie nationale.

Le Kirghizstan a signé son adhésion à l'OMC, en 1998, ce qui a été perçu par les pays voisins comme une rupture de fait de l'Association des Pays d'Asie Centrale.

3 – Les résultats sont loin des attentes

Le déficit de la balance courante ne se résorbe pas :

1996	1997 ¹	1998
424,7	138,4	364,8

en millions de US \$

¹ Les résultats moins mauvais de 1997 sont dus à la baisse des importations ; cette année-là le taux de croissance du PIB a été le plus fort depuis 1991, croissance très largement imputable à une augmentation de l'investissement sans commune mesure avec les années précédentes.

Ce déficit est à rapprocher des chiffres du PNB, en millions de soms .

	1996	1997	1998
PNB en 10 ⁶ soms	23399,3	30685,7	33890,9
évaluation en 10 ⁶ \$ (taux de change)	1828,07 1 \$=12,8 som	1776,8 1 \$=17,3som	1632,5 1\$=20,8som
déficit en % du PNB	24,6 %	7,8 %	22,6 %

Reste la question de savoir qui est à l'origine du déficit (institutions ou importateurs privés), et comment les importateurs se procurent les devises étrangères et à travers quelles dispositions ce déficit est réglé. Ce déficit chronique est financé par les prêts du FMI (140 millions de US \$ sur 3 ans) , rééchelonnés une première fois en 1997 et en février 2000.

4 – Les besoins essentiels commencent à ne pas être couverts

Les chiffres officiels du chômage sont étonnement bas : de l'ordre de 4 % à 5 %. Mais les économistes de l'Université de Bichkek l'évaluent à 20 % ; la Banque mondiale estime ce chiffre à 18 % en zones rurales et à 21 % en zones urbaines. Si on rapproche ce chiffre de celui de la structure de la population active, soit 36 % dans l'agriculture , 2 % dans les mines, 25 % dans l'industrie, et 37 % dans les services, il est clair que le problème du chômage dans les zones urbaines est un facteur de tensions.

La satisfaction des besoins de la population est de moins en moins bien assurée. Ceci apparaît même dans les chiffres officiels. En effet, les statisticiens kirghizes procèdent au calcul d'un « budget minimum estimé ». Le salaire nominal moyen est passé au-dessous de ce chiffre, en 1996 :

	unité = som			
	1995	1996	1997	1998
budget minimum estimé	334,3	534,0	690,6	...
salaire nominal moyen	368,2	492,2	680,5	789,3

La population en-deçà du seuil de pauvreté mondial de 14,40 \$ par jour est évaluée à 88 % par la Banque mondiale sur la période 1989-95. Le FMI estime à 50 % la population en dessous du seuil national de pauvreté et 15 % sont dans une situation d'extrême pauvreté.

Le constat empirique illustre, dans la capitale Bichkek, cette absence de couverture des besoins par l'explosion de l'économie informelle. Les enfants revendent à l'unité divers produits tels que cigarettes, médicaments, chewing-gums. De même la mendicité des enfants n'est plus seulement le fait de petits russes, comme cela a été le cas juste après l'indépendance ; elle implique aussi maintenant des enfants kirghizes ou ouzbeks, qui auparavant étaient préservés de cette infortune par les solidarités familiales. Et, bien sur, le commerce informel se développe, mais aussi le travail occasionnel, souvent au noir. Ce dernier point peut toutefois comporter un aspect positif : des aptitudes à produire sont encore

présentes, cherchant toutes les occasions de s'employer (bâtiment et petite mécanique) (Le FMI considère que le PIB pourrait, du fait de ce « secteur informel », être revalorisé de 10 à 30 %).

Une partie des besoins qui étaient couverts par des dépenses collectives le sont de plus en plus mal : les rues ne sont pas réparées ; le réseau d'autobus urbains est de plus en plus délabré ; le réseau d'eau potable gratuite est vétuste d'où des risques sanitaires ; l'eau chaude collective est fournie de façon aléatoire et le chauffage collectif des immeubles n'est plus assuré à certaines périodes quand le gouvernement est dans l'incapacité de payer les importations de gaz ; l'éclairage public n'est assuré qu'autour des bâtiments gouvernementaux. Cet état de fait développe un sentiment d'insécurité croissant dont la population fait état dans toutes les conversations, accentué par une réelle augmentation des délits ; sans qu'il soit possible de fournir un quelconque chiffrage.

En raison de la contrebande, le troupeau d'ovins est tombé à 2 millions de têtes ; les habitants de Bichkek se plaignent de plus pouvoir acheter de viande devenue trop chère (mais une bonne part d'entre eux arrive néanmoins à le faire, semble-t-il).

Autre signe du risque de développement du sous-développement, l'énorme disparité des revenus qui s'installe, visible par des consommations ostentatoires. La rumeur attribue l'enrichissement d'une partie de la population aux pots-de-vin ou à la production et contrebande d'opium ou d'héroïne.

Enfin, dernière remarque, l'indicateur de développement humain est difficile à interpréter dans la situation que connaît le Kirghizstan. La remontée de l'IDH en 1997 est imputable au mode de calcul de la parité des pouvoirs d'achat

modifié par le PNUD. La reconstitution de la série selon le nouveau mode n'est pas encore disponible.

1991	1992	1995	1997
0,717	0,663	0,633	0,702

source : PNUD

La diminution de l'indicateur est cependant presque totalement imputable à la diminution du PNB / tête, un peu à la baisse du taux de scolarité (77 % à 70 %) et aussi à la baisse du taux brut de scolarisation (73 % en 1995, 69 % en 1997)¹. Le résultat global, malgré tout non catastrophique, prend insuffisamment en compte la dégradation rapide de la satisfaction des besoins dans les années récentes. En effet, il retient une espérance vie de 67,6 ans, et un taux d'analphabétisme de 3 %, tous résultats hérités de la période d'avant l'indépendance, qui risquent d'être remis en cause par la difficulté des nouvelles conditions de vie. Ne parle-t-on pas de recrudescence de la tuberculose ?

L'incertitude sur les évolutions économiques et politiques du Kirghizstan s'explique par trois processus de transformation en cours :

- la conversion d'une économie planifiée centralement à une économie marchande décentralisée ;

- la conversion d'un appareil productif industriel à une économie diversifiée

- la conversion des espaces de références : de l'intégration à l'URSS à l'insertion internationale.

¹ *Rapport sur le Développement Humain, années diverses*, PNUD, Economica, puis De Boeck pour 1999